

Lettre à Anatole de Monzie sur les relations franco-soviétiques

Christian Rakovsky

Source : Schram Stuart, « R. Christian Rakovskij et le premier rapprochement franco-soviétique » (II), *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. 1, n°4, Juillet-décembre 1960 pp. 625-629.

Astrakhan, 23 septembre 1928

Mon cher Président,

Votre lettre affectueuse qui n'a mis plus de dix jours des bords de la Seine au Delta de Volga, a été pour moi une agréable surprise.

Je vous en exprime ma reconnaissance amicale et vous prie en même temps de m'excuser du retard involontaire que j'ai mis dans ma réponse. Ayant tous mes instants absorbés par un travail urgent, j'ai dû attendre des loisirs pour aborder les problèmes que votre lettre soulève.

Je me réjouis sincèrement que vos sentiments à l'égard de notre pays et de notre gouvernement n'ont pas subi d'altération et que vos déclarations à la presse qui ont suscité des commentaires vifs dans nos journaux, ne signifient nullement un revirement d'opinion de votre part. D'ailleurs mon témoignage vous est acquis pour attester que vous avez exprimé des idées semblables ou à peu près déjà au cours de nos négociations et qu'au problème de la non-ingérence vous avez consacré un article publié dans « *L'Europe Nouvelle* ».

Mais l'ancienneté d'une opinion, tout en rendant celle-ci plus digne d'attention, ne lui communique certainement pas un caractère de vérité ou même de probabilité. Votre opinion sur la question de non-ingérence et d'un accord franco-allemand dans les crédits russes s'est toujours heurtée à une résistance de notre part et dans l'avenir aussi, je suis certain elle ne trouvera un accueil plus favorable. On rend hommage chez nous au rôle important et de premier ordre que vous avez joué dans l'histoire des relations diplomatiques franco-russes la commençant par la période ayant précédé leur rétablissement, on reconnaît la sincérité de vos intentions, mais on craint et avec juste raison qu'indépendamment de votre volonté, leurs réalisations ne pourront être que préjudiciables aux intérêts de l'U.R.S.S.

Ainsi votre conception de la non-ingérence tend à frapper d'incapacité politique nos organisations syndicales ouvrières par l'interdiction qu'elle voudrait leur imposer de contribuer avec leur aide matérielle au succès des grèves ou autres manifestations ouvrières des pays étrangers. En se basant sur un fait d'ailleurs mal interprété que les syndicats professionnels en Russie sont incorporés jusqu'à un certain point dans l'appareil gouvernemental (dans le domaine de l'industrie et la protection du travail) on voudrait bien ériger contre eux une menace d'exception intolérable.

Admettre cette conception ce serait accepter cette situation anormale au plus haut degré, que si le prolétariat arrive au pouvoir, comme en Russie, il sort de la Communauté prolétarienne internationale et il ne doit plus accomplir des actes de solidarité internationale.

Faut-il s'étonner que notre presse et notre opinion publique s'opposent à cette théorie de non-ingérence, dirigée contre les intérêts de la classe ouvrière de tous les pays. D'ailleurs vous-même vous ne pouvez ne pas vous rendre compte qu'en cherchant à refouler l'entraide internationale des ouvriers en cas de grèves ou autres conflits entre le capital et le travail, on facilite encore plus une autre ingérence, celle du capital – ingérence infiniment plus étendue et plus réelle puisqu'elle s'appuie sur la toute puissance des banques et des gouvernements. Plus que tout autre pays, nous les Russes, nous connaissons les beautés de l'intervention capitaliste, c'est à cette intervention que nous devons la guerre civile avec tous ses résultats y compris la famine.

Je sais que vous répondrez que votre doctrine de non-ingérence aura pour but de nous défendre nous aussi d'une intervention étrangère.

Tout d'abord il n'y a pas de traité qui peut réellement garantir contre une intervention armée, ensuite il ne s'agit pas seulement d'intervention militaire. Il y a encore une autre forme d'intervention, celle-là permanente, qui s'exerce contre nous sur le marché financier ou commercial dans les relations diplomatiques ou intellectuelles poursuivant le même but c'est-à-dire l'usure et ensuite l'abolition du régime socialiste en Russie ! Contre cette forme d'intervention sournoise ou franche mais journalière, inhérente au capitalisme expressif ¹, personne que nous-mêmes ne saurait nous garantir. Par conséquent toute tentative d'une nouvelle codification de la matière, tout essai de créer de nouvelles règles des rapports internationaux autre que celles qui existent, ne peuvent se faire dans les circonstances actuelles qu'à notre détriment et pour cela nous nous y opposerons.

Avant de poser la seconde question, celle de la collaboration franco-allemande dans la question des crédits russes, je tiens à faire une réserve : tout ce que je dis dans ma lettre n'est que mon opinion personnelle. Bientôt un² où je suis complètement étranger à notre politique officielle et mon jugement n'engage par conséquent que mes propres sentiments.

Je comprends parfaitement que la question des garanties pour les crédits vous préoccupent mais à mon avis la solution n'est pas dans la voie indiquée par vous. Une combinaison dans laquelle le capital allemand donnerait des assurances aux exportateurs français pour des motifs que ceux-ci accorderaient à la Russie, ne me paraît pas réalisable et d'autre part même si elle l'était les crédits seraient si chers que nous profiterions d'en recourir ³.

Mais la question a aussi un côté politique. Je n'aurai pas des objections contre une collaboration économique franco-russe-allemande, même je la souhaiterai de tout cœur, mais une collaboration franco-allemande ayant pour objet la Russie – ceci n'est ⁴ tout à fait différent. En réalité, ce serait un front uni contre nous le germe d'un... par les richesses de la Russie. Une collaboration suppose l'égalité dans les conditions entre les parties ; une combinaison franco-allemande en vue d'accorder des crédits à la Russie mettrait celle-ci dans des conditions d'inégalité frappante. Nous nous sommes toujours opposé contre les projets des « concerne » internationales comme celle imaginée par les experts alliés à Londres, la veille de la conférence de Gênes⁵ et dont [Rathenau](#) et Félix Deutsch en étaient aussi

1 Sans doute faut-il lire « agressif » ou « oppressif ».

2 Il faut sans doute ajouter « an »

3 Le sens est sans doute « nous préférons ne pas y recourir » ou bien « nous ne profiterions pas en y recourant ».

4 Lire « est », ou « m'est ».

5 La « Conférence économique et financière internationale » de Gênes s'est tenue du 10 avril au 19 mai 1922 dans le but de résoudre les questions de la reconstruction économique et du système commercial et financier international mis à mal par la Première guerre mondiale. Les puissances impérialistes voulurent en vain imposer à la Russie soviétique le paiement de toutes les dettes tsaristes et le retour des entreprises nationalisées à leurs propriétaires étrangers. Rakovsky y représentait l'Ukraine soviétique. (Note MIA)

partisans. Or ce que le gouvernement des Soviets a rejeté – en 1922, à l'époque où notre pays présentait un ami des veines⁶ il le rejetterait aujourd'hui encore.

C'est dans une entente directe entre l'industrie soviétique et l'industrie française qu'il faut chercher les éléments des garanties (je dis garanties et pas assurances car nous ne pouvons pas accepter à payer des assurances qui doubleraient le taux des intérêts). Votre industrie d'ailleurs en est désireuse, je ne crois pas que depuis un an elle ait changé d'opinion mais elle ne trouve pas l'encouragement nécessaire là où elle est habituée à le chercher. Au contraire : dans le monde officiel les désireux – industriels et commissionnaires – ne rencontraient que des appuis peu encourageants. Je dois ajouter que pour l'obtention des crédits en Allemagne nous n'avons pas eu besoin de donner des garanties particulières, la promptitude et l'exactitude de nos organes économiques et commerciaux sont déjà assez connus pour qu'il ne soit pas nécessaire de présenter un supplément d'assurance.

Ce qu'il faut à mon avis c'est faire comprendre à l'industrie française que ses hésitations, sa timidité l'ont condamnée à occuper une des dernières places sur le marché russe. Sous ce rapport elle a été dénoncée⁷ non seulement par les Allemands, mais même par les Américains.

Si l'industrie française se mettait en contact avec nos organes industriels et commerciaux, il ne serait pas difficile de trouver des formes d'organisation en liant nos importations en France avec les importations françaises chez nous (les contrats à longs termes pour la fourniture du naphte, bois, anthracite du bassin du Donetz, etc. et des contrats pour la fourniture des machines, produits coloniaux de France en Russie). Le capital concessionnaire français trouverait une application notable dans l'industrie de construction – notre législation prévoit des grands avantages pour les entreprises privées, occupées dans la construction des nouvelles habitations – dans l'industrie d'automobile, soie artificielle, etc.

Il faut dire que les Français qui ont voulu s'engager dans des concessions chez nous ont dû souvent se heurter à des difficultés dans les cercles officiels à Paris et abandonner leur entreprise (Montaudon pour la soie artificielle, Cuverville pour les poids et mesures, etc.).

Votre constatation que dans les rapports entre nos deux pays s'il n'y a pas d'avance il n'y a pas de recul non plus et que même une certaine détente se manifeste dans la conversation courante fera plaisir à chaque citoyen de l'U.R.S.S. Ayant habité pendant deux ans en France comme représentant officiel du Gouvernement des Soviets, je puis témoigner que non seulement la masse mais la bourgeoisie aussi n'est pas hostile à notre pays et à notre Gouvernement. L'hostilité officielle, manifestée de temps en temps publiquement contre notre pays – comme ces jours derniers à Genève – et à laquelle nous devons aussi l'arrêt dans les négociations n'exprime certainement pas l'opinion des « Français moyens ».

Encore moins celle du porteur des rentes russes qui doit se demander avec surprise pourquoi le Gouvernement Français empêche la signature d'un accord presque achevé et qu'il semblait appeler autrefois de tous ses vœux. On dit que la France est le pays où domine la petite bourgeoisie, mais l'exemple avec les négociations sur les dettes russes prouve que le petit bourgeois n'est pas en honneur en France. Excusez-moi que je me permets un jugement sur la politique de vos hommes d'État, mais un jugement se rapporte plutôt à la sociologie qu'à la politique et j'ai d'ailleurs un avantage sur vous dont je n'abuserai pas c'est d'être une personne privée.

Je me permettrai une autre observation encore : je ne crois pas que le petit bourgeois français acceptera indéfiniment cette solution quand le coq gaulois transformé en « poule couveuse » doit se préoccuper de l'élevage et de l'entretien de cette progéniture nombreuse, bruyante et ambitieuse qui encombre les corridors des chancelleries et des assises internationales, demandant qu'on lui accorde toujours des nouveaux avantages, privilèges et territoires. Je me souviens avec plaisir de mes voyages à

6 Lire « amas de ruines » ?

7 Lire « devancée ».

Saint-Céré, surtout du dernier à travers la belle vallée de la Dordogne, de l'amabilité hospitalière et de l'amitié affectueuse de l'hôte et des espoirs que nous fondions avec lui pour le rapprochement de nos deux pays. C'est un travail bien nécessaire pour le maintien de la paix en Europe, que vous continuerez, accompagné de mes meilleurs vœux de succès.

Bien sincèrement à vous,

C. Rakovsky